

# Sensibilisation au traitement du surendettement

session 1<sup>er</sup> semestre 2017

**Des chiffres et des statistiques  
pour caractériser les publics  
en situation de surendettement**



# Les sources et liens vers les enquêtes utiles

- <https://www.nbb.be/fr/centrales-des-credits/la-centrale-des-credits-aux-particuliers>
- [http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/profil\\_smd\\_comparaison\\_rigion\\_fr.pdf](http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/profil_smd_comparaison_rigion_fr.pdf)
- <http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/fiche%2046fr.pdf> (Fiche thématique n°46 publiée par l'Observatoire du crédit et de l'endettement : « Education financière » : concept under construction)
- <http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/fiche%2044fr.pdf> (Fiche thématique n°44 publiée par l'Observatoire du crédit et de l'endettement : « Les bonnes pratiques en matière d'élaboration budgétaire dans le cadre de la médiation de dettes »)
- [https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/1107\\_0.pdf](https://www.financite.be/sites/default/files/references/files/1107_0.pdf) (étude menée par le Réseau de Financement Alternatif - Cet ouvrage est composé de deux grandes sections : La première détaille la manière dont les références budgétaires ont été construites et la méthode employée pour la constitution des paniers. La seconde présente de manière synthétique les grilles budgétaires de cinq familles types, à savoir : un isolé, une femme ayant un enfant de 4 ans, une femme ayant deux enfants de 4 et 8 ans, une femme ayant deux enfants de 8 et 15 ans et un couple ayant deux enfants de 4 et 8 ans.)
- <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2010-3-page-63.htm> : **Quel est le revenu minimum nécessaire pour une vie digne ?** Les budgets de référence et la protection du revenu minimal – étude menée en Flandres en 2009

# Les chiffres du surendettement

## Constats

- Très peu de statistiques disponibles pour la Région bruxelloise
- Il y a un surendettement caché probablement très important (ex : factures impayées, amendes, pensions alimentaires, ...)

## De quoi disposons-nous?

- Chiffres de la Centrale des Crédits aux Particuliers: [www.bnb.be](http://www.bnb.be)
- Chiffres issus d'enquêtes réalisées auprès de ménages wallons et auprès des services de médiation de dettes en Région wallonne par l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement (OCE)

# Centrale des crédits aux particuliers (CCP)

## Notions

La Centrale des crédits aux particuliers (CCP) est un outil de lutte contre le surendettement. Elle enregistre tous les crédits (à la consommation ou hypothécaire) conclus dans un but privé par des personnes physiques (**centrale positive**) ainsi que les éventuels défauts de paiement relatifs à ces crédits (**centrale négative**).

Elle doit obligatoirement être consultée par les prêteurs avant tout octroi de crédit.

## Que nous apprend la CENTRALE POSITIVE pour l'année 2016 ?

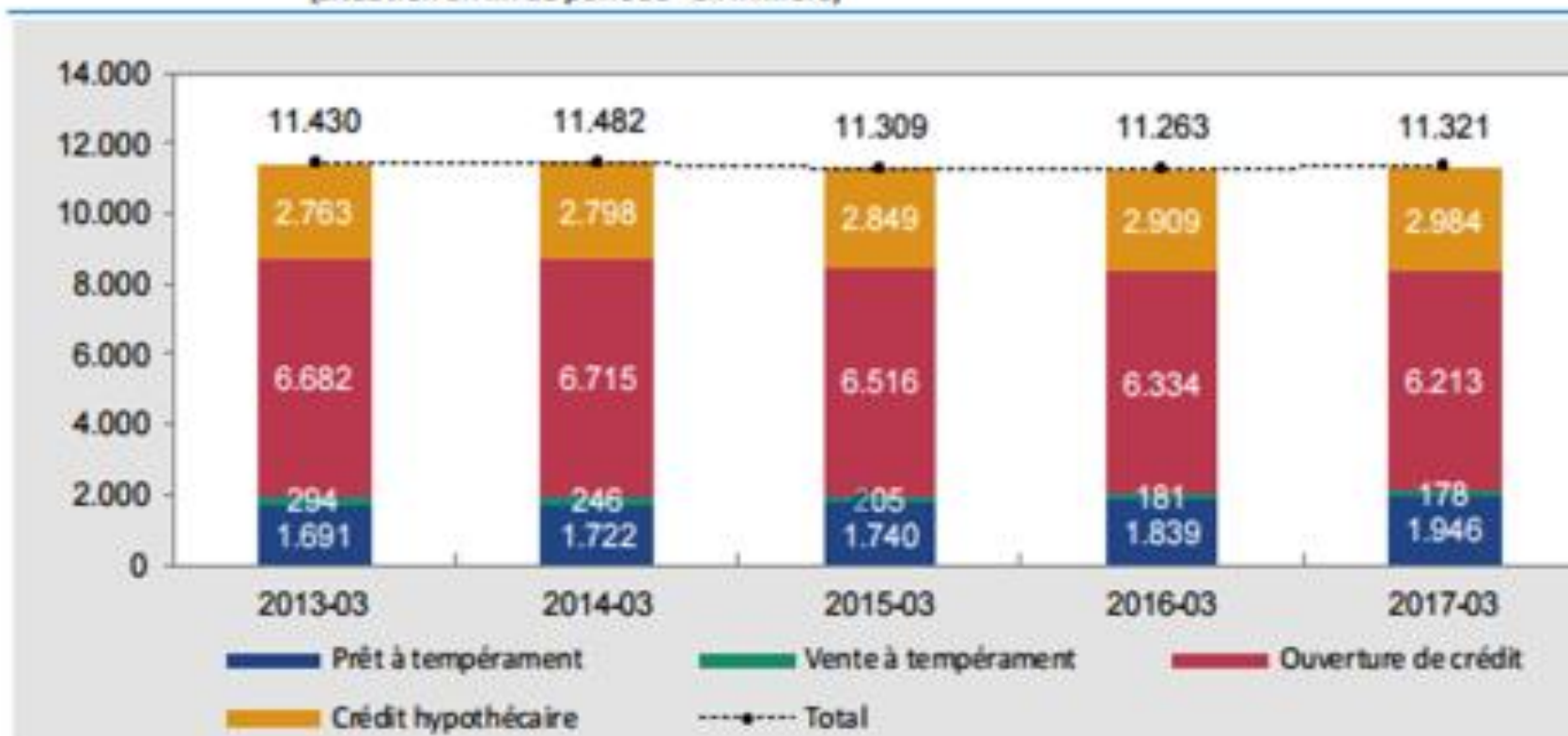
- ✓ 67,2 % de la population majeure est enregistrée dans la Centrale Positive en 2016
- ✓ Environ 85% des personnes entre 35 et 54 ans ont au moins un crédit

# 1. NOMBRE DE CONTRATS EN COURS

## 1. NOMBRE DE CONTRATS EN COURS

### GRAPHIQUE 2. NOMBRE DE CONTRATS EN COURS

(situation en fin de période - en milliers)



## 2. NOMBRE DE NOUVEAUX CONTRATS ENREGISTRÉS

<b>Tableau 1 - Evolution 2008 - 2016 du nombre de nouveaux contrats octroyés (total et par catégorie de contrat)</b>										
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2008-2016
Prêt à tempérament	539 313	525 507	511 228	552 652	480 424	511 137	508 863	596 621	666 675	/
(évolution en %)	7,70%	-2,60%	-2,70%	8,10%	-13,10%	6,39%	-0,44%	17,25%	11,74%	23,62%
Vente à tempérament	187 477	167 936	159 056	134 547	100 444	88 194	87 587	73 256	78 845	/
(évolution en %)	-9,90%	-10,40%	-5,30%	-15,40%	-25,30%	-12,20%	-0,69%	-16,36%	7,63%	-57,94%
Ouverture de crédit	556 744	493 617	492 971	3 172 723	510 462	538 038	409 067	379 871	356 593	/
(évolution en %)	10,00%	-11,30%	-0,10%	543,60%	-83,90%	5,40%	-23,97%	-7,14%	-6,13%	-35,95%
Prêt hypothécaire	258 902	290 420	350 397	402 271	321 261	294 785	443 782	621 326	524 893	/
(évolution en %)	-1,70%	12,20%	20,70%	14,80%	-20,10%	-8,24%	50,54%	40,01%	-15,52%	102,74%
Total des contrats	1 542 436	1 477 480	1 513 652	4 262 193	1 312 591	1 432 154	1 449 299	1 671 074	1 627 006	/
(évolution en %)	4,30%	-4,20%	2,40%	181,60%	-66,90%	9,11%	1,20%	15,30%	-2,64%	5,48%

Source : calculs OCE sur données CCP (BNB)

# Tendances générales des nouveaux contrats de crédit octroyés

Au cours de l'année 2016, le nombre de nouveaux crédits enregistrés dans la Centrale était proche de 1,62 million d'unités, soit **2,64% de moins qu'en 2015**.

Mais ce chiffre de 1,62 million de nouveaux contrats de crédit est nettement supérieur à la moyenne enregistrée sur la période allant de 2008-2010 et de 2012-2015

→ Diminution donc bonne année mais mauvaise période et nombre de nouveaux crédits octroyés toujours très élevé par rapport aux autres années

- Sauf année 2011 (changement législatif important), l'année 2015 est marquée par une augmentation assez nette dans le rythme d'octroi des nouveaux crédits (15,30% de plus qu'en 2014)

- Au cours de l'année 2015, le nombre de nouveaux crédits enregistrés dans la Centrale était proche de 1,67 million d'unités, soit 15,30% de plus qu'en 2014. Ce chiffre est nettement supérieur à la moyenne enregistrée sur la période allant de 2007- 2010 et de 2012-2015

L'année 2015 est marquée par une augmentation assez nette dans le rythme d'octroi des nouveaux crédits.

- Le nombre de nouvelles ouvertures de crédit enregistrées continue à diminuer (-6,13%) mais il faut relativiser ces chiffres. En effet, en 2012 et 2013, suite à une modification législative, les petites ouvertures de crédit ont été enregistrées dans la CCP (explosion du nombre d'OC enregistrées).

Les prêteurs ont converti des découverts bancaires existant en OC, donnant lieu à un enregistrement. En 2014 et 2015, fin de cette opération, donc diminution des enregistrements.



# Tendances par type de contrat

- Le nombre de prêts à tempérament augmente toujours plus (3 années d'affilée)
- Le nombre de Ventes à tempérament ré-augmente cette année
- Le nombre de nouvelles ouvertures de crédit enregistrées est en diminution (-6,13%) mais il faut relativiser ces chiffres. En effet, en 2012 et 2013, suite à une modification législative, les petites ouvertures de crédit ont été enregistrés dans la CCP (explosion du nombre d'OC enregistrées). Les prêteurs ont converti des découverts bancaires existant en OC, donnant lieu à un enregistrement. Depuis 2014, fin de cette opération, donc diminution des enregistrements.
- Le nombre de prêts hypothécaires diminue cette année

# QUE NOUS APPREND LA CENTRALE NÉGATIVE ?

## 1. TOUJOURS PLUS DE DÉFAUTS DE PAIEMENT

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Evolution 2008 - 2016
Tous types de contrats	285 595	300 296	308 803	319 092	330 129	341 416	350 635	364 385	370 701	29,80%
	2,20%	5,10%	2,80%	3,30%	3,50%	3,42%	2,70%	3,92%	1,73%	
Prêt à tempérament	156 420	167 336	173 165	175 935	176 676	178 164	177 342	174 982	171 500	9,64%
	3,70%	7,00%	3,50%	1,60%	0,40%	0,84%	-0,46%	-1,33%	-1,99%	
Vente à tempérament	40 093	40 725	41 526	41 753	40 701	39 378	37 870	36 391	34 409	-14,18%
	-1,90%	1,60%	2,00%	0,50%	-2,50%	-3,25%	-3,83%	-3,91%	-5,45%	
Ouverture de crédit	142 117	150 279	157 473	166 624	183 738	197 615	211 715	232 903	244 486	72,03%
	2,30%	5,70%	4,80%	5,80%	10,30%	7,55%	7,14%	10,01%	4,97%	
Prêt hypothécaire	36 521	38 178	38 882	40 109	41 583	43 574	45 294	44 740	43 728	19,73%
	0,70%	4,50%	1,80%	3,20%	3,70%	4,79%	3,95%	-1,22%	-2,26%	

Source : Calculs OCE sur données CCP (BNB)

**Fin 2016:** 5,93% des emprunteurs belges avaient au moins un contrat de crédit défaillant (= 370.000 personnes).

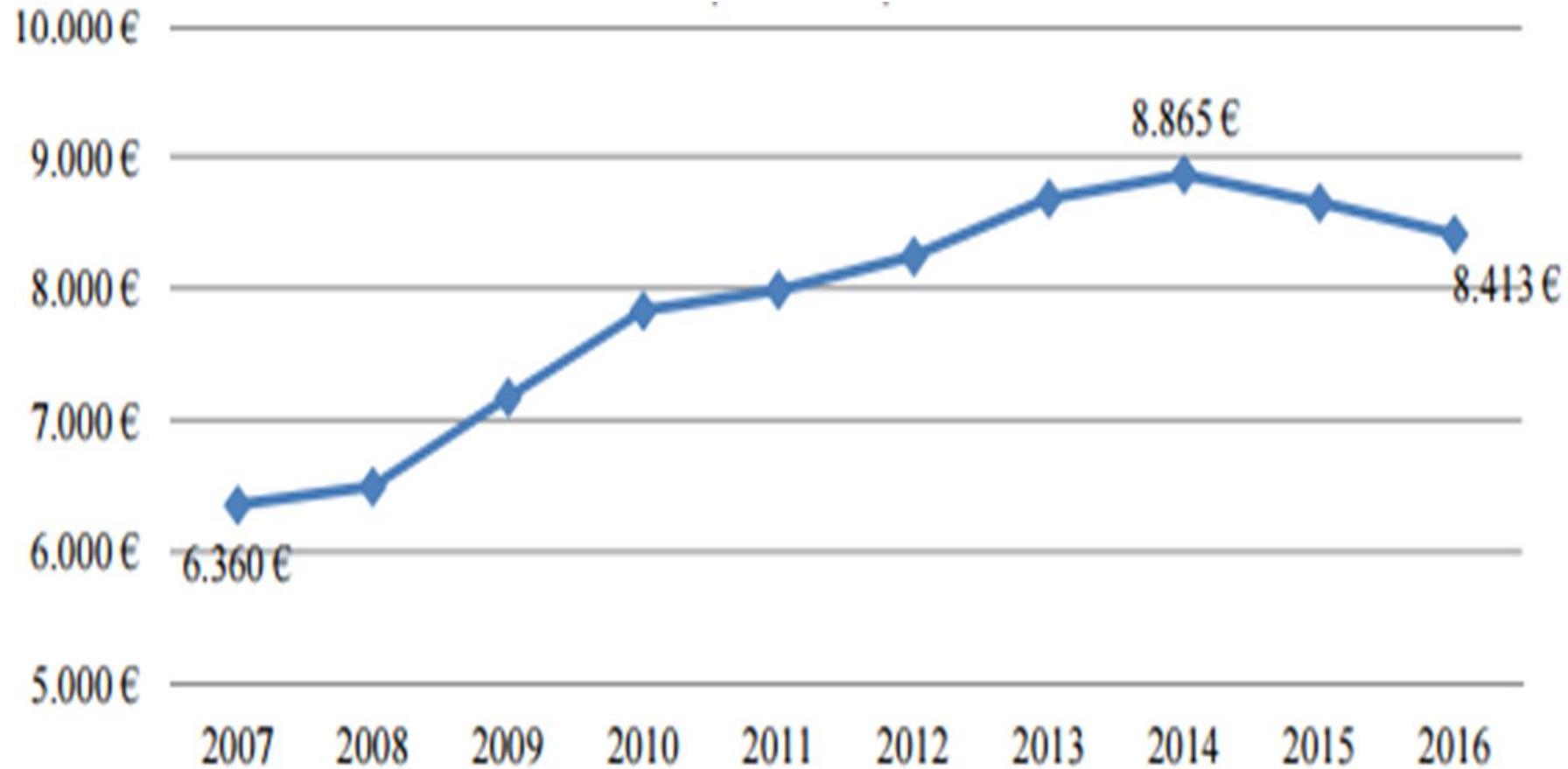
**Depuis 2008**, le nombre total de personnes enregistrées dans le volet négatif de la Centrale des Crédits aux Particuliers a augmenté de manière continue. (Pratiquement 30% sur la période)

Entre 2015 et 2016, le nombre de défaillants a diminué pour toutes les catégories de contrats.

Même tendance entre 2014 et 2015 à **l'exception des ouvertures de crédit** qui ont connu une augmentation de **10,01%**. **Effets de l'entrée en vigueur du délai de zérotage.**

## 2. TOUJOURS PLUS DE DIFFICULTÉS À FAIRE FACE AUX DÉFAUTS DE PAIEMENT

Arriérés moyens par emprunteur défaillant.



Source : calculs OCE sur données CCP (BNB)

- Fin 2016, la CCP renseignait un arriéré total s'élevant à un peu plus de **3,12 milliards**
- Ces dernières années, l'arriéré a fortement augmenté et a atteint un niveau très important par rapport à ce qu'il valait avant la crise.
- Confirmation de la tendance de 2015 : l'arriéré a légèrement diminué. Diminution de l'arriéré de 5,10 sur 2015 et 2016 réunies mais cela reste faible en comparaison avec la hausse constatée depuis 2007 (+ 39%).
- Toutefois la tendance se confirme et peut laisser penser à une prolongation de la tendance pour les prochaines années.
- Cette évolution « positive » + constat montrant que le nombre d'emprunteurs défaillants avait diminué pour tous les types de contrats à l'exception des ouvertures de crédit. Petite embellie?

### 3. ARRIÉRÉS MOYENS PAR EMPRUNTEUR DÉFAILLANT ET PAR TYPE DE CRÉDIT

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Tous types de contrats	6 498 €	7 176 €	7 834 €	7 989 €	8 245 €	8 682 €	8 865 €	8 652 €	8 413 €
	2,17%	10,43%	9,17%	1,98%	3,20%	5,31%	2,11%	-2,40%	-2,77%
Prêt à tempérament	5 988 €	6 399 €	6 665 €	6 791 €	6 963 €	7 048 €	7 118 €	7 084 €	7 033 €
	2,48%	6,87%	4,16%	1,88%	2,54%	1,21%	0,99%	-0,48%	-0,72%
Vente à tempérament	1 429 €	1 455 €	1 501 €	1 515 €	1 493 €	1 455 €	1 406 €	1 305 €	1 264 €
	-1,21%	1,82%	3,10%	0,93%	-1,45%	-2,52%	-3,37%	-7,18%	-3,13%
Ouverture de crédit	2 169 €	2 267 €	2 390 €	2 486 €	2 500 €	2 399 €	2 302 €	2 156 €	2 054 €
	1,68%	4,51%	5,42%	4,02%	0,54%	-4,03%	-4,04%	-6,34%	-4,74%
Prêt hypothécaire	15 116 €	17 889 €	21 232 €	21 858 €	23 362 €	27 014 €	28 823 €	30 480 €	31 261 €
	1,79%	18,34%	18,69%	2,95%	6,88%	15,63%	6,70%	5,75%	2,56%

Source : calculs OCE sur données CCP (BNB)

- **Entre 2008 et 2016: + 39,39%**
  - Situations de surendettement de plus en plus difficiles à gérer pour les emprunteurs concernés.
- Evolution de l'arriéré moyen varie en fonction du type de crédits concerné:
- CH: entre 2008 et 2016: 15,116€ à 31.261€, soit une augmentation de +/- 107%.
  - Si le nombre de défaillances pour les CH est moins important que pour les OC, les défauts de paiement liés à ce type de crédit sont d'ampleur nettement plus importante.

## RÈGLEMENTS COLLECTIFS DE DETTES

L'évolution du nombre de nouveaux avis donne une indication sur le nombre de nouveaux surendettés.

### Moyenne mensuelle du nombre de nouvelles procédures

<b>Tableau 10 – Evolution du nombre de nouvelles procédures en RCD enregistrées chaque année (2008-2016)</b>								
<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
12.900	15.910	17.868	17.551	16.093	17.678	17.552	15.877	15.355

Source : Calculs OCE sur données CCP (BNB)

- En 2009, 2010 et 2011, la moyenne mensuelle a augmenté ++ : effet de la crise.
- 2013 et 2014: stabilisation
- 2015 et 2016: légère diminution. Embellie ou durcissement des conditions d'admissibilité



# Les données fournies par les services de médiation de dettes (enquêtes de l'OCE avec comparaison régionale)

[http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/profil\\_smd\\_comparaison\\_rgn\\_fr.pdf](http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/profil_smd_comparaison_rgn_fr.pdf)

## 1. ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PERSONNES EN SITUATION DE SURENDETTEMENT

### a) Principalement des personnes isolées

Tableau 1. Types de ménage sollicitant les S.M.D. agréés selon la région			
	Région Bruxelles-Capitale	Région wallonne	Région flamande
Fréquence 1	Adultes isolés sans enfant	Adultes isolés sans enfant	Adultes isolés sans enfant
Fréquence 2	Adultes isolés avec enfant(s)	Adultes isolés avec enfant(s)	Couples avec enfant(s)
Fréquence 3	Couples avec enfant(s)	Couples avec enfant(s)	Adultes isolés avec enfant(s)
Fréquence 4	Couple sans enfant	Couple sans enfant	Couple sans enfant

Source: Caroline Jeanmart, Les personnes sollicitant une institution agréée pour la médiation de dettes: profils et spécificités régionales, OCE, septembre 2015, p.4

## **b) Au niveau d'instruction moyen**

<b>Tableau 2. Niveau d'instruction des personnes sollicitant un S.M.D. agréé selon la région</b>			
	Région Bruxelles-Capitale	Région wallonne	Région flamande
<b>Fréquence 1</b>	Secondaire inférieur	Secondaire inférieur	Secondaire supérieur
<b>Fréquence 2</b>	Secondaire supérieur	Secondaire supérieur	Secondaire inférieur
<b>Fréquence 3</b>	Primaire	Primaire	Primaire
<b>Fréquence 4</b>	Pas de diplôme	Pas de diplôme	Pas de diplôme
<b>Fréquence 5</b>	Bac/graduat	Bac/graduat	Bac/graduat
<b>Fréquence 6</b>	Master/licence	Master/licence	Master/licence

Source: Caroline Jeanmart, Les personnes sollicitant une institution agréée pour la médiation de dettes: profils et spécificités régionales, OCE, septembre 2015, p.5

## d) Ayant plutôt de faibles revenus

Tableau 5. Niveau de revenus totaux des ménages sollicitant un S.M.D. agréé selon la région			
	Région Bruxelles-Capitale	Région wallonne	Région flamande
Fréquence 1	Moins de 1.000 euros	1.000 - 1.500 euros	1.000 - 1.500 euros
Fréquence 2	1.000 - 1.500 euros	Moins de 1.000 euros	1.500 - 2.000 euros
Fréquence 3	1.500 - 2.000 euros	1.500 - 2.000 euros	Moins de 1.000 euros
Fréquence 4	2.000 - 2.500 euros	2.000 - 2.500 euros	2.000 - 2.500 euros
Fréquence 5	2.500 – 3.000 euros	2.500 – 3.000 euros	2.500 – 3.000 euros
Fréquence 6	3.000 -3.500 euros	3.000 -3.500 euros	3.000 -3.500 euros
Fréquence 7	Plus de 3.500 euros	Plus de 3.500 euros	Plus de 3.500 euros

Source: Caroline Jeanmart, Les personnes sollicitant une institution agréée pour la médiation de dettes: profils et spécificités régionales, OCE, septembre 2015, p.7

## e) Etant plutôt sans activité professionnelle

Tableau 3. Statut professionnel des personnes sollicitant un S.M.D. selon la région

	Région Bruxelles-Capitale	Région wallonne	Région flamande
Fréquence 1	Sans activité professionnelle	Sans activité professionnelle	Sans activité professionnelle
Fréquence 2	Travailleur (ouvrier, employé, indépendant, fonctionnaire)	Travailleur	Travailleur
Fréquence 3	(Pré)pensionné	(Pré)pensionné	n.a.

## 2. TYPE DE DETTES (RÉGION WALLONNE)

<b>Répartition des bénéficiaires wallons selon le type d'endettement considéré (2014)</b>	
Type de dettes	
Exclusivement dettes de crédit	6,2 %
Exclusivement dettes hors crédit	24,3 %
Endettement mixte (crédit et hors crédit)	69,5 %
Total	100 %

Source : enquête OCE auprès des S.M.D wallons

<b>Montants moyens de l'endettement en fonction du type d'endettement (2014)</b>	
Type d'endettement	
Dossiers avec dettes de crédit (solde dû)	17.353,50 €
Dossiers avec dette hors crédit	7.120,20 €
Total des dossiers (toutes dettes confondues)	19.836,80 €

Source : enquête OCE auprès des S.M.D wallons

## Principaux facteurs de risque

- Les accidents de vie,
- Une perte d'emploi d'un des membres du ménage,
- Maladie d'un des membres du ménage
- Une séparation ou un divorce
- Le fait que le ménage perçoive de manière structurelle des revenus trop faibles pour couvrir ses besoins vitaux,
- Les difficultés de gestion,
- Un mode de vie en décalage avec les revenus,

<b>Origine principale du surendettement selon les médiateurs wallons (2014)</b>	
Accident de la vie	40,4 %
- maladie du demandeur principal ou d'un autre membre du ménage	18,5 %
- Séparation / divorce	12,0 %
- Perte d'emploi du demandeur principal ou d'un autre membre du ménage	8,5 %
- Décès	1,4 %
Revenus trop faibles (de manière structurelle) pour couvrir les besoins vitaux du ménage	23,2 %
Difficultés à gérer son budget	15,4 %
Mode de vie en décalage avec les revenus	11,0 %
Dépendance (alcool, drogue, jeu,...)	3,0 %
Faillite ou endettement lié à une activité d'indépendant	3,0 %
Cautionnement en faveur d'un ami, d'un membre de la famille ; codébiteur solidaire	0,6 %
Autres	3,4 %
Total	100 %
Source : enquête OCE auprès des S.M.D wallons	

# Existerait-il un lien entre le niveau de connaissances financières et le risque de surendettement ?

Une étude menée par l'Observatoire du crédit et de l'endettement – déc. 2013

<http://www.observatoire-credit.be/content/view/202/134/lang,fr/>

[http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/forum financier- les difficults financires des belges.pdf](http://www.observatoire-credit.be/images/stories/docs/analyses/forum_financier-les_difficultes_financieres_des_belges.pdf)

## III. Difficulté financière et culture financière: quels liens?

### A. La définition de la culture financière

Différentes questions de notre enquête avaient trait à la culture financière des ménages. Nous définissons la culture financière comme *l'ensemble des connaissances, des compétences et des habitudes des individus qui leur permettent de prendre les décisions financières appropriées dans les domaines liés à la gestion de leurs dettes et de leur budget.*



somme des 3 autres scores. Comme montré dans le tableau 6, la perception qu'ont les répondants de leur niveau de culture financière est liée à leur niveau de difficulté financière. Les personnes ayant exprimé le plus de difficultés financières ont donc un moins bon niveau de culture financière tout en étant conscientes de cette faiblesse.

*Tableau 6. Perception des répondants de leur niveau de culture financière*

	Difficultés financières				
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	Total des répondants
(1) Compréhension des sujets économiques (I3)	2,07	1,86	1,76	1,76	1,90
(2) Connaissances des notions liées au crédit (I3)	2,08	1,86	1,72	1,56	1,89
(3) Capacités en calcul (I3)	2,24	2,02	1,83	1,63	2,04
(4) Score subjectif de culture financière (I9)	6,39	5,74	5,32	4,97	5,83

La dernière ligne du tableau 9 donne un score global de gestion budgétaire qui, pour chaque répondant, s'obtient en faisant la somme des trois autres scores. Le score global diminuant avec le niveau de difficulté financière, nous pouvons en déduire que les personnes éprouvant des difficultés financières ont une gestion budgétaire relativement moins bonne que la moyenne de l'échantillon.

*Tableau 9. Gestion budgétaire selon le niveau de difficulté financière*

	Difficultés financières				Total des répondants
	Faibles ou inexistantes	Moyennes à modérées	Fortes	Très fortes	
(1) Score de connaissance du budget (/8)	4,90	5,02	5,15	5,19	5,02
(2) Score de budgétisation (/12)	9,79	9,55	8,78	8,67	9,41
(3) Score subjectif de gestion budgétaire (/3)	2,4	2,10	1,76	1,64	2,11
(4) Score global de gestion budgétaire (/23)	17,14	16,67	15,70	15,50	16,67

|La culture financière ainsi que la plus ou moins bonne capacité à gérer un budget sont également corrélées avec les difficultés financières des ménages. Ces résultats montrent à quel point la prévention du surendettement et l'éducation financière prise dans sa globalité pourraient permettre de diminuer le nombre de personnes devant faire face à des situations de difficultés financières. Nos analyses statistiques ont montré que ces variables apparaissent secondaires dans l'explication des difficultés financières des ménages. Toutefois, parmi toutes les variables prises en compte dans nos analyses, l'éducation financière et la sensibilisation à la gestion budgétaire sont certainement celles sur lesquelles il est possible d'agir.

Nous pouvons assez facilement mettre en place des politiques d'information et de prévention destinées à améliorer le niveau de culture financière des ménages et surtout les sensibiliser au budget. Par contre, nous n'avons aucune prise sur le fait que de nombreuses personnes en difficulté financière vivent seules. A court terme et au vu de la conjoncture économique actuelle, il pourrait être difficile d'augmenter significativement le niveau de revenu des personnes les plus pauvres. Les politiques de sensibilisation aux questions financières et au budget constituent certainement des outils au moyen desquels il est possible de lutter efficacement contre le surendettement. Les décisions portant sur l'ensemble des mesures devant être mise en œuvre afin d'améliorer le sort des ménages les plus vulnérables aux difficultés financières appartiennent toutefois à la sphère politique.